

ACTEURS POLITIQUES, ÉMERGENCE ET PÉRENNITÉ DE LA NÉBULEUSE TERRORISTE AU NIGERIA (1999-2020)

Kouakou Didié KOUADIO

Université Alassane Ouattara

k.kouakoudidie@gmail.com

Résumé

La recherche pose la question du rôle des acteurs politiques nigériens dans l'enracinement du terrorisme au Nigéria. La présente étude se propose de mettre en évidence la responsabilité des acteurs politiques dans l'apparition soudaine et la continuité de la violence terroriste au Nigéria. La méthodologie se fonde essentiellement sur l'exploitation des sources écrites et des sources électroniques suivant les différents centres d'intérêt du sujet. L'approche du sujet est à la fois historique et politique. Il résulte des recherches que l'instauration de la charia dans le nord du Nigéria contribue au développement de sectes islamistes radicales. Les acteurs politiques de la région instrumentalisent Boko Haram, le principal groupe terroriste. Face à la montée du terrorisme au début des années 2000, le gouvernement fédéral est plus préoccupé par la sécurité au Delta du Niger. Son inertie permet aux groupes terroristes d'opérer en toute impunité. Submergés par les attaques terroristes depuis 2009, les décideurs politiques optent pour l'usage systématique de la force. Pour leur part, les gouverneurs des États du nord du Nigéria adoptent une attitude ambiguë face aux groupes terroristes. L'inefficacité du tout-répressif et le double jeu des gouverneurs des États contribuent à la pérennité du terrorisme.

Mots-clés : *acteurs politiques, État, Nigéria, pérennité, terrorisme.*

Summary

The research raises the question of the role of Nigerian political actors in the entrenchment of terrorism in Nigeria. The present study seeks to highlight the responsibility of political actors in the sudden emergence and continuity of terrorist violence in Nigeria. The methodology is based mainly on the exploitation of written and electronic sources according to the different areas of interest of the subject. The approach to the subject is both historical and political. The research shows that the establishment of Sharia law in northern Nigeria contributes to the development of radical Islamist sects. Political actors in the region instrumentalised Boko Haram, the main terrorist group. Faced with the rise of terrorism in the early 2000s, the federal government is more concerned with security in the Niger Delta. Its inertia allows terrorist groups to operate with impunity. Overwhelmed by terrorist attacks since 2009, policymakers have opted for the systematic use of force. For their part, the governors of the northern states of Nigeria have adopted an ambiguous attitude towards terrorist groups. The ineffectiveness of repressive measures and the double standards of state governors contribute to the perpetuation of terrorism.

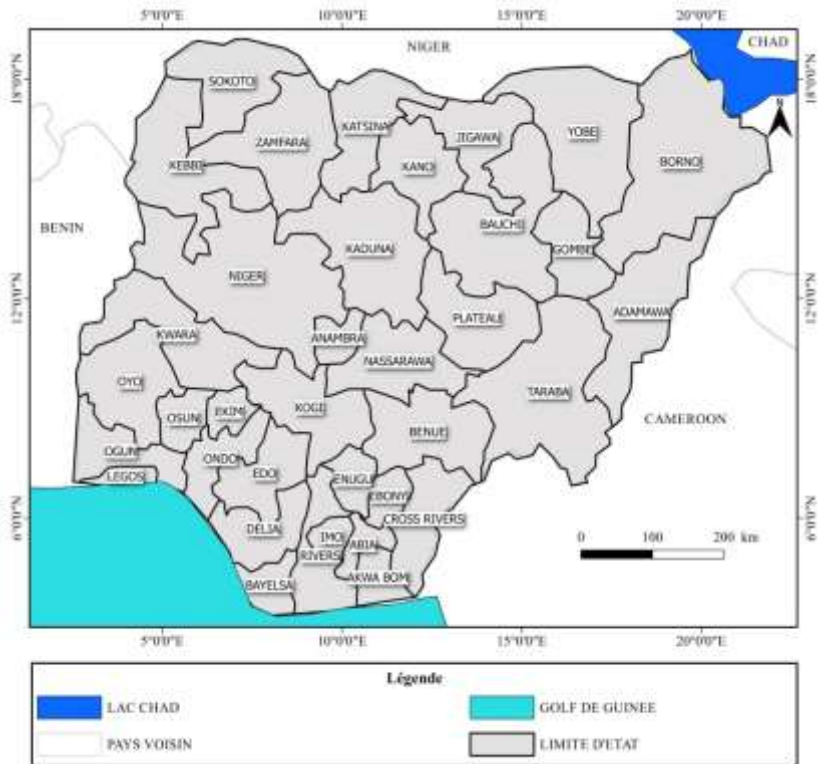
Keywords: *political actors, state, Nigeria, sustainability, terrorism.*

Introduction

La nébuleuse terroriste au Nigéria a fait l'objet de plusieurs travaux de recherche. Higazi (2013 : 137-164) retrace les origines et l'évolution de la secte islamiste Boko Haram. Pour sa part, Pérouse De Montclos (2020 : 30 ; 2001 : 153-164) s'intéresse à la charia et à la lutte du Nigéria contre Boko Haram. Ces études sont toutes aussi pertinentes les unes que les autres. Cependant, la pérennité des groupes terroristes, qui opèrent au Nigéria malgré les réponses militaires, mérite d'être éclairée.

Pays situé en Afrique de l'Ouest, le Nigéria s'étend sur une superficie de 923.769 Km². Il compte plusieurs États comme l'indique la carte ci-dessous.

Carte : Les États de la République Fédérale du Nigéria



Source : Carte adaptée à partir de Getty Images, 2022.

Conception : KOUADIO Kouakou Didié

Le pays est limité au nord par le Niger, au nord-est par le Lac Tchad, à l'est par le Cameroun, au sud par l'océan Atlantique et à l'ouest par le Bénin. Sa capitale politique est Abuja. Sa population est évaluée à 220 millions d'habitants. En 1999, Olusegun Obasandjo, un civil, accède au pouvoir après plusieurs années de dictatures militaires. La même année, l'État du Zamfara adopte la charia. À sa suite, plusieurs autres États du nord instaurent la loi islamique. L'une des conséquences de cette loi est la prolifération de sectes islamiques dont certaines deviennent des groupes terroristes. En 2020, six ans après l'enlèvement de 200 lycéennes à Chibok, 300 lycéens de Kankara sont kidnappés par un commando armé. Cet enlèvement témoigne de la pérennité du terrorisme au Nigéria. Depuis les indépendances, l'Afrique de l'Ouest fait face à une insécurité. La quasi-totalité des États a déjà été touchée par les rébellions et les coups d'État. À l'instar des autres pays de la sous-région, le Nigéria est en proie à des violences politiques sur fond de revendications religieuses entretenues par des groupes islamistes armés. La prolifération de ceux-ci semble bénéficier de facteurs favorables d'où l'intérêt de la question suivante : comment le gouvernement fédéral et les gouverneurs des États contribuent-ils à l'enracinement du terrorisme au nord du pays ?

Il s'agit ici de mettre en évidence la responsabilité de l'État fédéral et des gouverneurs des régions du nord dans l'apparition soudaine et la continuité du climat d'insécurité imposé par les groupes terroristes au Nigéria. L'étude utilise une méthodologie essentiellement fondée sur la recherche documentaire. La documentation se compose d'articles de journaux, d'articles scientifiques, de mémoires et d'ouvrages. L'analyse se fonde sur la critique historique et une approche à la fois chronologique et globale du sujet. De l'approche méthodologique, deux axes se dégagent : les acteurs politiques entre instrumentalisation et inertie face à l'émergence du terrorisme, la pérennité de la nébuleuse terroriste, une responsabilité partagée.

1. Les acteurs politiques entre instrumentalisation et inertie face à l'émergence du terrorisme (1999-2009)

Pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigéria opte dès l'indépendance pour le fédéralisme. L'instauration de la charia dans certains États du nord fragilise davantage le pouvoir fédéral et favorise l'émergence du terrorisme. Le terrorisme se définit comme l'ensemble des actes de violence commis par une organisation ou un individu en vue de créer un climat d'insécurité et d'exercer un chantage sur un gouvernement. Face

aux attaques terroristes, la classe politique nigériane est partagée entre instrumentalisation et inertie.

1.1. L'instauration de la charia et la montée de l'islam réformiste dans les États du nord

Pilier fondamental de l'islam, la charia est un code de conduite qui gouverne la vie des musulmans (Pérouse De Montclos, 2001 : 154). En 1999, les revendications en faveur de l'instauration de la charia dans les États du nord deviennent très vivaces surtout dans les milieux politiques. La question de la charia n'est pas nouvelle sur la scène politique nigériane. Pendant la colonisation, la présence britannique n'a pas empêché l'application de la loi islamique dans le nord du Nigéria. Mais à l'indépendance, l'État fédéral adopte la laïcité. La charia est alors considérée comme anticonstitutionnelle. En 1980, la question de l'application de la charia refait surface. Cheikh Abubakar Gumi prône l'ingérence de l'islam dans la vie politique en préconisant le choix d'un candidat unique pour tous les musulmans à l'élection présidentielle (Pérouse De Montclos, 2001 : 159).

En mai 1999, Ahmad Sani, gouverneur de l'État de Zamfara, fait adopter la loi islamique. L'adoption de la charia dans l'État de Zamfara a toujours été possible pour deux raisons. Sociologiquement, la région est majoritairement peuplée d'autochtones Ahoussa et Peul. Ces deux peuples sont d'obédience musulmane. Historiquement, la loi islamique n'y est pas nouvelle. Au XIX^e siècle, Zamfara faisait partie de l'Empire de Sokoto. Dans cet État précolonial ouest africain, Usman Dan Fodio avait érigé la loi islamique en constitution. Depuis, les musulmans de cette région aspiraient à reconstituer ce Califat. L'adoption de la charia par le gouverneur Ahmad Sani ne tarde pas à faire école dans le nord du Nigéria. À partir de 2000, les douze États, composant la ceinture nord de la fédération, font de la charia leur constitution locale. Pour Fouchard (2007 : 12), la proposition d'introduire la charia dans le nord du Nigéria suscite un engouement tel que de nombreux gouverneurs sont obligés de l'appliquer. Pourtant, elle divise les confessions religieuses et la classe politique. En effet, son application dégénère en émeutes dans les États de Zamfara et de Kadauna, faisant 2000 victimes (Pitroipa, 2015 : 68). En réaction, l'État de Cross River s'autoproclame État chrétien. Dans les villes chrétiennes du sud-est, les Bakassi Boys tuent 400 Haoussa en représailles au massacre de 1000 Ibo à Kaduna lors des émeutes liées à l'application de la charia (Harnischfeger, 2004 : 435). Dans la plupart des

États du nord, la loi islamique ne s'applique pas aux chrétiens. Ce choix ne rencontre pas l'assentiment des adeptes de l'Islam réformiste.

Les confréries soufies, jusqu'alors dominantes, ont vu se diffuser des courants réformistes (Aparid, 2015 : 92). L'instauration de la charia intervient dans un contexte où une élite réformiste musulmane s'érige en porte-étendard de la restauration du nord en une société islamique. Cette élite se compose de prophètes autoproclamés qui prônent un Islam purifié. Théologien formé à l'université de Médine, en Arabie Saoudite, Cheikh Ja'far Mahmud Adam fonde un groupe modernisateur appelé *Ablus-Sunna*. Son aura et sa notoriété attirent de nombreux adeptes radicaux dont le fondateur de *Boko Haram*. Dans les années 1990, Muhammad Yusuf devient le disciple de Cheikh Ja'far Mahmud Adam (Loimeier, 2012 : 148). Né dans l'État de Yobé, Mohammad Yusuf se fait connaître au début des années 2000. Ses prises de positions constituent un indice de sa radicalisation.

« Yusuf prêchait contre le sécularisme et l'influence occidentale, et il enseignait qu'il était *haram* (« péché ») de travailler pour le gouvernement et tout autre partie de l'État nigérian (...) » (Higazi, 2013 : 147). Muhammad Yusuf est clairement opposé au gouvernement nigérian et aux gouverneurs des États. D'une part, il perçoit les acteurs politiques comme des oppresseurs et des personnes injustes à l'égard des musulmans. D'autre part, pour des réformistes comme Yusuf, toute personne sans distinction de religion, vivant dans les États musulmans, doit être soumise à la rigueur de la charia. Or, la constitution, adoptée en 1998, ne soumet pas les Chrétiens à la charia dans les États du nord du Nigéria. Par ailleurs, dans ces États, en dépit de l'instauration de la charia, la corruption perdure dans les arcanes des pouvoirs locaux. La secte de Yusuf, dénommée *Jama'atuablul sunna Lidda'awati wal jihad*, signifie la communauté des disciples pour la propagation de la guerre sainte et de l'Islam. Une telle dénomination augure de l'usage de la violence.

1.1.1. L'instrumentalisation de Boko Haram dans le nord et l'inertie du gouvernement fédéral face aux attaques terroristes

L'émergence du terrorisme au Nigéria est indissociable du djihad lancé par un groupe d'islamistes radicaux connus sous l'appellation de Talibans du Nigéria. Le mot taliban est le pluriel du mot étudiant en persan (Maley, 2011 : 43). Il fait ainsi référence à ceux qui ont reçu un diplôme, qui leur confère le turban et le statut d'ouléma. Les Talibans du Nigéria s'inspirent du groupe éponyme qui émerge en Afghanistan dans les années 1990. Tout comme en Afghanistan, ceux du Nigéria mènent le

Djihad dans l'optique d'instaurer un État islamique. Cependant, traqués par l'armée nigériane, ils se replient à Maiduguri, la capitale du Borno afin de rejoindre Mohammad Yusuf, le prêcheur le plus véhément (Pérouse De Montclos, 2018 : 134).

La diffusion du discours politico-religieux de Mohammad Yusuf trouve un ancrage territorial assez fort (Ngassam, 2020 : 15) au nord du Nigéria, principalement dans le Yobé et le Borno. Ces deux États, à l'instar du Zamfara, faisaient partie de l'ancien empire de Sokoto. À cet égard, leurs populations ont subi l'influence de la charia. Ils ont joué un rôle essentiel dans la vie religieuse de Yusuf. Dans le Yobé, sa région d'origine, il suit sa première formation coranique. À Maiduguri, capitale du Borno, il parachève son éducation islamique. Ce sont deux États qu'il connaît bien. Il a su y trouver des oreilles attentives à ses prêches anti-gouvernementaux. Par ailleurs, la présence de la secte de Yusuf sert les intérêts de certains hommes politiques. En avril 2003, Yusuf et ses hommes militent discrètement pour l'élection d'Ali Moddu Sheriff au poste de gouverneur de l'État du Borno (Vicky, 2012 : consulté en ligne). En retour, le gouverneur laisse prospérer la *Yusufya* dans son État. D'abord, il nomme Buju Foi, un membre historique de *Boko Haram*, au poste de ministre des affaires religieuses. Ensuite, il autorise Mohammad Yusuf à installer une mosquée et une école à Maiduguri. La mosquée et l'école sont essentielles pour le développement de la secte. Elles sont utilisées pour promouvoir l'idéologie de la secte et pour endoctriner les jeunes musulmans. Bien entendu, l'école est le cadre parfait pour former le citoyen de demain. À ce titre, elle sert de lieu de formation de *Talibés* fanatisés. L'autorisation de la construction d'une école et d'une mosquée appartenant à la secte fait d'Ali Moddu Sheriff le complice des actes de *Boko Haram*. Pour Higazi (2013 : 142), Sheriff a négligé de contrôler les prêches incendiaires des meneurs de *Boko Haram*. Son attitude doit plutôt être perçue comme une instrumentalisation politique. Il a conscience de l'idéologie extrémiste de la *Yusufya*. Pour autant, il n'interdit pas les activités de son leader à Maiduguri. À l'évidence, il collabore avec la secte tant qu'elle-ci sert ses intérêts politiques. En 2007, lorsque *Boko Haram* lui retire son soutien au profit de l'opposant Kashim Ibrahim Imam, le gouverneur déclare la guerre à Yusuf et son groupe (Vicky, 2012 : consulté en ligne). Au-delà de l'attitude du gouverneur du Borno, l'inertie du gouvernement fédéral contribue tout autant à l'enracinement progressif du terrorisme.

En octobre 2004 et en novembre 2008, *Boko Haram* lance des attaques contre les forces de police à Maiduguri. Malgré ces attaques, le

gouvernement fédéral ne réagit pas. En réalité, de 2004 à 2007, le président Obasanjo est plutôt préoccupé par l'insurrection du Delta du Niger. D'une Superficie de 70.000 Km², le Delta du Niger au Nigéria est la plus importante région deltaïque d'Afrique (Ebiédé, 2018 : 6). Il revêt donc une importance capitale pour l'économie du Nigéria. En tant que région la plus richement dotée en manne pétrolière, le gouvernement fédéral ne peut se permettre d'en perdre le contrôle. L'exploitation pétrolière constitue la principale source de revenus du pays. Cependant, les pourcentages des revenus du pétrole alloué aux États du Delta restent faibles. Par exemple dans l'État du Delta, sous Sani Abacha, ils sont passés de 50% à 1% ; sous Obasanjo, ils passent de 1% à 13% (Fouchard, 2007 : 8). Les populations jugent ces pourcentages inacceptables. Entre 2003 et 2009, le Mouvement pour l'Emancipation du Delta du Niger (MEND) est entré en insurrection armée contre le gouvernement fédéral. Le soulèvement du MEND est le prolongement d'une ancienne crise politique entre les populations locales et l'État fédéral. Déjà en 1966, arguant une marginalisation politique et économique, une tentative d'insurrection avait poussé les Ijaw à proclamer une république éphémère (Pérouse De Montclos, 2003 : 870). Les présidents du Nigéria – Obasanjo et Umaru Yar'Adua – craignent alors une nouvelle tentative de sécession. Par ailleurs, les attaques contre les infrastructures pétrolières et les enlèvements du personnel expatrié affectent sérieusement l'exploitation pétrolière et les bénéfices issus de cette manne (DIDR, 2018 : 10). Obasanjo et Yar'Adua concentrent alors l'essentiel de la politique sécuritaire sur la région du Delta du Niger. Face aux enjeux économiques de la crise du Delta du Niger, la lutte contre le terrorisme est reléguée au second plan. En 2009, le gouvernement d'Umaru Yar'Adua adopte une politique plus vigoureuse contre *Boko Haram*.

2. La pérennité de la nébuleuse terroriste, une responsabilité partagée (2009-2020)

En juin 2009, un programme d'amnistie présidentiel permet d'atténuer le conflit dans le Delta du Niger. Umaru Yar'Adua et son gouvernement peuvent se concentrer sur la question du terrorisme. Dans sa lutte contre le groupe *Boko Haram*, le gouvernement fédéral privilégie l'usage systématique de la force. En lieu et place d'une reddition, le groupe terroriste se radicalise.

2.1. L'usage systématique de la force et la mauvaise gouvernance comme sources de l'enracinement du terrorisme au Nigéria

À partir de juin 2009, le Nigéria entre dans un cycle de violence infernale. Le 11 juin 2009, dans l'État du Borno, la police tente de faire appliquer l'obligation du port de casque à tous les motocyclistes. Une altercation sanglante fait douze tués parmi les membres de *Boko Haram*. En réaction, dans la nuit du 26 au 27 juin, Muhammad Yusuf et ses hommes lancent des attaques simultanées contre des postes de police, des résidences de policiers (Higazi, 2013 : 132). Les insurgés utilisent des fusils d'assaut AK-47, des bombes artisanales et des lance-roquettes anti-char. Les attaques se concentrent sur les villes de Bauchi, Gombe, Potiskum, Damaturu, Wudil et Maiduguri. Des constats se dégagent de l'armement utilisé et des villes ciblées. En premier lieu, il convient de souligner que la secte dispose d'un armement suffisant pour mener une guerre offensive. Les fusils d'assaut AK-47 et les lance-roquettes constituent de redoutables armes offensives. En deuxième lieu, les bombes artisanales traduisent la présence au sein de la secte de spécialistes en fabrication et en manipulation d'engins explosifs. En troisième lieu, d'une part, l'attaque simultanée de nombreuses villes est la preuve d'une coordination et d'une expérience en tactique militaire des commandants des opérations. Toutes les villes ciblées se localisent au nord-est du Nigéria. Elles sont issues pour l'essentiel des États du Yobé et du Borno où la secte est implantée depuis le début des années 2000. À l'évidence, Yusuf y a recruté de nombreux adeptes du terrorisme.

Le 27 juin 2009, le Président Umaru Yar'Adua ordonne l'intervention de l'armée et de la police fédérales. Des enquêtes documentées situent le nombre de morts entre 800 et 1118 morts (Higazi, 2013 : 153). Ce chiffre témoigne de la violence de la répression contre *Boko Haram*. À l'évidence, les victimes ne sont pas toutes mortes au combat. Des auteurs soulignent de nombreuses exécutions extrajudiciaires (Pérouse De Montclos, 2020 : 10 ; Higazi, 2013 : 153). La mise à mort de Muhammad Yusuf confirme les exécutions extrajudiciaires commises par les forces gouvernementales. Après la mort de son leader, la secte entre dans la clandestinité. Pour autant, l'armée ne parvient pas à endiguer le terrorisme. Son action contribue plus à radicaliser le mouvement terroriste. En effet, depuis sa réapparition dans le nord du Nigéria, *Boko Haram* multiplie les attaques. Il mène huit raids meurtriers de septembre 2010 à juillet 2013. Le mode opératoire des insurgés connaît une évolution. Aux assauts et aux embuscades, les terroristes adjoignent

les attentat-suicides. Le 26 août 2011, un attentat kamikaze contre la représentation des Nations Unies à Abuja fait 18 morts (Ngassam, 2013 : 17). Le recours à l'attentat-suicide souligne la radicalisation de *Boko Haram*. L'attentat-suicide est un type d'attaque violente dont la réalisation implique la mort intentionnelle de son auteur. Il se présente comme le dernier recours d'un groupe décidé à mener la lutte armée au prix de la vie de ses hommes. Il marque la résilience de *Boko Haram* face aux répressions militaires. Il coïncide avec la prise de commandement d'Abubakar Shekau, plus connu pour sa brutalité et son fanatisme que pour ses prêches. La spirale de violence dans laquelle Shekau a entraîné son groupe est assez symptomatique d'une vengeance. La répression et les exécutions extrajudiciaires de l'armée ont renforcé chez les membres de la secte un sentiment de vengeance.

Les problèmes de gouvernance au Nigéria expliquent également la pérennité de la nébuleuse terroriste. D'une part, dans le milieu politique, la corruption, le détournement et la gestion opaque des fonds constituent de véritables handicaps dans la lutte contre le terrorisme. Sous Goodluck Jonathan, son conseiller à la sécurité nationale, Sambo Dasuki, a détourné deux milliards de dollars prévus pour un contrat d'armement (Pérouse de Montclos, 2020 : 18). En 2019, Abuja a levé un emprunt d'un milliard de dollars pour, prétendument, lutter contre le terrorisme, sans qu'il ne soit possible de tracer l'origine et l'usage de ces fonds (Pérouse De Montclos, 2020 : 18). Pourtant, face à la puissance de feu déployée par *Boko Haram*, un renouvellement de l'armement s'imposait. Le détournement des fonds, destinés au renouvellement de l'armement, a largement contribué à la faiblesse et à l'inefficacité de l'armée sur le terrain. D'autre part, les différents présidents nigériens peinent à trouver la réponse appropriée au terrorisme. Depuis 2009, ils ont privilégié l'option militaire au détriment de la conciliation. Les résultats escomptés n'ont jamais été atteints. Lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2015, Muhammadu Buhari avait promis utiliser d'autres approches pour éradiquer le terrorisme. Il avait donc été élu dans l'espoir qu'il mettrait fin aux attaques terroristes. Cependant, au terme de son premier mandat, il n'est pas parvenu à faire mieux que ses prédécesseurs. Au regard de tous ces faits, la nébuleuse terroriste ne fait que se pérenniser. Cette situation incombe également aux gouverneurs des États du nord.

2.1.1. Les gouverneurs des États du nord, acteurs de la pérennité du terrorisme

Au nord du Nigéria, l'attitude des gouverneurs contribue à la radicalisation et à l'enracinement du terrorisme. Dans l'État du Borno, Ali Modu Sheriff est en rupture de ban avec la secte *Boko Haram* après des années de collaboration. Pourtant, il avait contribué à l'émergence du groupe en le finançant en échange de son soutien électoral et de son coup de main pour se débarrasser des concurrents gênants (FIDH, 2015 : 31). Sa volonté de faire appliquer l'obligation du port du casque à Maiduguri est à l'origine du déclenchement des violents affrontements en 2009. L'usage de la force contre les membres de la secte islamiste tire sa racine de la rancune que le gouverneur garde depuis les élections de 2007. Pour rappel, Ali Modu Sheriff n'a pas apprécié le soutien de *Boko Haram* à son opposant. Depuis cette date, il a déclaré la guerre à Yusuf et son groupe. L'obligation du port de casque apparaît, pour lui, comme la meilleure occasion de se venger. Dans cette optique, il finance des groupes d'auto-défense connus sous le nom de Civilian Joint Task Force (CJTF) (FIDH, 2015 : 31).

Les CJTF étaient des forces opérationnelles interarmées mixtes composées à l'origine de civils. Elles existent de longue date dans la quasi-totalité des États du Nigéria. À l'origine, il s'agissait de milices organisées pour servir les intérêts des gouverneurs. Entre 2000 et 2002, le gouvernement les avait interdites sur l'ensemble du territoire (Fouchard, 2015 : 17). Cependant face à la montée du terrorisme dans le nord du Nigéria et face à la faiblesse de l'armée, le gouvernement d'Abuja voit les milices comme une alternative militaire. Les CJTF participent à des opérations anti-*Boko Haram*. À Maidugri, fief de *Boko Haram*, le gouverneur de l'État, Kashim Shettima a recours à eux pour regagner sa capitale (FIDH, 2015 : 31). À l'instar de toutes les milices, les CJTF manquent de professionnalisme. Ils sont le plus souvent animés par un esprit de vendetta. Ainsi, sur de simples présumées appartenances à *Boko Haram*, des personnes sont arbitrairement arrêtées, torturées voire massacrées. Pérouse De Montclos (2020 : 20) dénombre 24.386 personnes tuées par l'armée et ses supplétifs miliciens. Selon un autre rapport les milices d'auto-défense ont massacré une vingtaine de civils dans une opération anti-terroriste dans deux villes du Borno (FIDH, 2015 : 31). En réaction, les localités qui les abritent sont ciblées de manière préventive par *Boko Haram*. Cette situation n'est pas exclusive du Nigéria. Au Burkina Faso, les djihadistes ont exécuté des civils en représailles de la présence des Volontaires pour la Défense de la Patrie

(VDP) dans leurs villages (Zuttering, 2020 : 5). Au Nigéria, les attaques terroristes se concentrent surtout dans l'État du Borno où plusieurs groupes d'auto-défense opèrent.

Dans l'État de Kano, le gouverneur Ibrahim Shekarau joue la carte de *Boko Haram*. Dès son élection en 2003, il renforce les programmes et les institutions de la charia (O'Brien, 2007 : 57). Ses détracteurs lui attribuent la création de la garde Hisbah, la police religieuse particulièrement redoutée à Kano, et chargée de faire appliquer la charia (BBC, 2011 : consulté en ligne). En réalité, la milice islamique voit le jour en 2000 avec l'introduction de la charia dans la constitution de l'État de Kano. Durant ses deux mandats au poste de gouverneur, il maintient les milices Hishba malgré leur interdiction par Abuja. Par ailleurs, malgré sa défaite aux élections générales de 2011, Ibrahim Shekarau constitue toujours un soutien de poids pour *Boko Haram* (Vicky, 2012 : consulté en ligne). Son attitude permet au terrorisme de s'enraciner dans l'État de Kano.

Dans les zones occupées, les terroristes procèdent à la fermeture ou à la destruction de toutes les écoles publiques, des églises, des bureaux des agences du gouvernement (Higazi, 2013 : 160). Depuis 2011, plus de 900 écoles ont été détruites et 176 enseignants ont été tués (HCR, 2014 : 3). Par ailleurs, ils multiplient les enlèvements. Ceux-ci constituent, pour les groupes terroristes, un moyen de financement de leurs activités. En effet, la libération des otages est conditionnée par le versement d'une forte rançon. Au Cameroun, entre 2013 et 2014, *Boko Haram* a kidnappé des Français, des Italiens, des Canadiens et des Chinois qui ont recouvré la liberté suite au paiement de fortes sommes à la secte (Kadjé, 2016 : consulté en ligne). Au Nigéria, les lycéennes et les lycéennes constituent les cibles privilégiées des kidnappings de *Boko Haram*. Dans la nuit 14 au 15 avril 2014, un commando armé du groupe islamiste a enlevé 276 lycéennes à Chibok (Kadjé, 2016 : consulté en ligne). Jusqu'en 2020, la plupart des jeunes filles est demeurée en captivité. *Boko Haram* a décidé de soumettre les jeunes à des mariages forcés et à l'esclavage (HCR, 2014 : 3). L'un des objectifs de *Boko Haram* est de créer un choc psychologique au Nigéria. Les enlèvements, les destructions d'écoles, les tueries s'inscrivent bien dans cette optique. En tout état de cause, la secte islamiste entend ainsi affirmer sa pérennité dans le champ politique nigérian par l'usage de la force.

Conclusion

À la fin de l'étude, il convient de retenir que le gouvernement fédéral et les gouverneurs des États contribuent à l'enracinement du terrorisme au Nigéria par leur inertie, leurs attitudes ambiguës ou leur soutien. D'une part, l'État fédéral a privilégié, pendant de longues années, la question du Delta du Niger au détriment de la lutte contre le terrorisme. Par conséquent, la secte est parvenue à s'implanter dans les États du nord du Nigéria. D'autre part, plusieurs gouverneurs ont milité en faveur de l'instauration de la charia malgré les injonctions du gouvernement fédéral et la laïcité du pays. Leur choix a favorisé l'émergence de la secte islamiste radicale *Boko Haram*. L'étude a, par ailleurs, mis évidence la responsabilité de l'État fédéral et des gouverneurs dans l'apparition soudaine et la continuité du climat d'insécurité imposé par *Boko Haram*. L'usage systématique de la violence, l'emploi de milices locales et les exécutions extra-judiciaires ont développé une résilience des terroristes. Par ailleurs, le double jeu et le soutien de certains gouverneurs ont permis à *Boko Haram* de se hisser au-devant de la scène politique. Toutes ces stratégies politiques n'ont fait que renforcer le terrorisme au Nigéria.

Références bibliographiques

Bibliographie

Apard Elodie, (2015), « Islam et territoire au Nigéria ». *La découverte / Hérodote*, n°159, p. 86-98.

DIDR-OFPPRA, (2018), Nigéria : Situation sécuritaire dans le Delta du Niger, Rapport DIDR-OFPPRA.

Ebiédé Tarila Marclint, (2018), *Instabilité dans le Delta du Niger : Programme post-amnistie et consolidation de la paix*, Friedrich Ebert Stiftung, Dakar. Traduit de l'Anglais par Gueye Awa Sanou Ndoeye, La Paix et la sécurité en Afrique, n°27.

FIDH, (2015), Nigéria : Les crimes de masse de *Boko Haram*, Rapport de Géel Florent.

Fouchard Laurent, (2007), « Violences et ordre politique au Nigéria ». *Politique africaine*, n°106, p. 5-27.

Harnischfeger Johannes, (2004), « Sharia and control over territory: conflicts between 'Settlers' and 'indigenes' in Nigeria ». *African Affairs*, 103/412, p. 431-452.

HCR, (2014), *Considérations relatives à la protection internationale des personnes fuyant le nord-est du Nigéria (États de Borno, Yobé et Adamaoua) et régions alentour*, UNHRC.

Higazi Adam, (2013), « Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le nord du Nigéria ». *Politique africaine*, n°130, p. 137-164. Traduction de Brisset-Foucault Florence.

Loimeier Roman, (2012), « Boko Haram: The development of a Militant Religious Movement in Nigeria ». *African Spectrum*, 47, 2-3, p. 137-155.

Maley William, (2011), « Afghanistan : éclairage historique et géographique ». *Revue Internationale de la Croix Rouge*, vol 93, p. 31-50.

Ngassam Nana Rodrigue, (2020), « Historique et contexte de l'émergence de la secte islamiste Boko Haram au Nigéria ». *Cahier Thucydide*, n°24, p. 1-33.

O'Brien Susan, (2007), « La charia contestée : démocratie, débat, diversité musulmane dans les « États charia » du Nigéria ». *Politique africaine*, n°106, p. 46-68. Traduction d'Etienne Smith.

Perouse De Montclos Marc-Antoine, (2020), *Boko Haram et les limites du tout répressif au Nigéria. De nouvelles perspectives ?* Paris, Notes de l'IFRI.

Perouse De Montclos Marc-Antoine, (2018), « L'émergence de Boko Haram et la diffusion du conflit ». *Crise et développement : La région du Lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, AFD, p. 129-164.

Perouse De Montclos Marc-Antoine, (2003), « La violence ethnique à l'épreuve des faits : Le cas du Nigéria ». *Revue Tiers Monde*, tome XLIV, n°176, p. 858-881.

Perouse De Montclos Marc-Antoine, (2001), « Le Nigéria à l'épreuve de la sharia ». *Etudes*, Tome 394, p. 153-164.

Pitroipa Rayanesalgo Anatole France, (2015), *Le Nigéria à l'épreuve du terrorisme : Une analyse des racines sociohistoriques et politiques de la violence revendiquée par Boko Haram*, Mémoire de Maîtrise, Université de Laval.

Zuttering Claire, (2020), *Armer les civils : la loi des volontaires pour la défense de la patrie au Burkina Faso*, Bruxelles, GRIP.

Webographie

BBC (2011) « Ibrahim Shekarau, le gouverneur aux ambitions présidentielles ».

https://www.bbc.com/afrique/region/2011/04/110413_shekarau_profile.

(Consulté en ligne le 10 /05/ 2022 à 8h 23mn).

Kadjé, 2016, « Acteurs et instruments dans la lutte contre Boko-Haram : Trajectoires Camerounaise et Nigériane ».

<https://doi.org/10.7202/1044395ar>. (consulté le 10 /05/ 2022 à 9h 16mn.

Vicky Alain (2012) « Frustration sociale et violence confessionnelle au Nigéria : Aux origines de la secte Boko Haram ». <https://www.monde-diplomatique.fr/2012/04/VICKY/47604>. (Consulté le 23 /04/ 2021 à 18h 43mn).